

PARTAGE NOIR

ALEX MATIN

PATAGONIE 1921

GRÈVES ET MASSACRES



**<https://www.partage-noir.fr>
contact@partage-noir.fr**

1992/22-04-2019



Avant-propos

FIN 1921, une imposante grève éclata dans le Sud de l'Argentine. Cette grève, impulsée par des anarchistes, impliqua surtout des travailleurs ruraux ; tout le territoire de Santa Cruz était paralysé. La réaction du gouvernement (démocratiquement élu) fut terrible : un corps expéditionnaire de l'armée fut envoyé pour réprimer ces grèves. Plus qu'une répression, ce fut un massacre ; entre 1 000 et 1 500 travailleurs furent fusillés.

Cette tragédie demeure très peu connue. En fait, on essaya de la cacher dès 1921. Pour l'Histoire « officielle », il s'agirait d'un groupe de bandits et d'anarchistes anti-patriotes qui, avec l'appui de l'armée chilienne, auraient voulu faire sécession et priver l'Argentine de la Patagonie. Evidemment, ceci est totalement faux, mais ceux qui voulurent le prouver eurent beaucoup de mal, car avant même que les massacres commencent, les autorités imposèrent un black-out total, facilité par les conditions géographiques. Il est d'ailleurs significatif que peu d'ouvrages d'histoire du mouvement ouvrier en parlent ; et quand ils le font (comme par exemple dans les ouvrages de référence que sont *El Movimiento Sindical Argentino* de S. Marotta, ou *La FORA* de D. Abad de Santillan), c'est pour évoquer ces tragiques événements qui « *ont vu couler tant de sang innocent* », sans pouvoir dire ce qu'il s'est réellement passé. La raison en est simple : presque tout le monde l'ignorait.

Ce n'est qu'à la fin des années 60 qu'un journaliste et essayiste, Osvaldo Bayer, mena une enquête en allant recueillir sur place des dizaines de témoignages. La réalité est donc aujourd'hui rétablie du moins pour les lecteurs hispanisants, car rien en français n'est paru sur ce sujet.

Cette brochure se propose de retracer dans les grandes lignes ces dramatiques épisodes, mais aussi le contexte dans lequel ils s'insèrent : l'organisation et la pratique syndicale, fortement influencées par les anarchistes, ainsi que les comportements exemplaires du gouvernement, de l'armée et des propriétaires fonciers.

Prélude pour un massacre

LA PROVINCE DE SANTA Cruz occupe la moitié australe de la Patagonie, à l'extrême sud de l'Argentine Vaste de 250 000 km² (presque la moitié de la superficie de la France), au climat rude et froid, elle est encore aujourd'hui faiblement peuplée. En 1920, les principaux centres habités sont sur la côte. Rio Gallegos, la capitale et plus grande ville du territoire, a alors 4 000 habitants. La distance routière à Buenos Aires est de 3 000 km ; le principal moyen de transport est en fait maritime (une semaine de voyage), mais le télégraphe assure une communication en un temps raisonnable.

C'est le mouton qui fait vivre Santa Cruz l'élevage, la tonte pour la laine, puis les abattoirs et les frigorifiques. Trente ans auparavant, le territoire était encore quasiment vierge ; en 1920, un groupe d'une vingtaine de latifundistes – en général des immigrés ou des fils d'immigrés espagnols, anglais, allemands, etc. – possèdent les terres, dont les plus puissants sont les Braun et surtout les Menendez qui possèdent plus d'un million d'hectares chacun (et en plus des commerces, des navires). Il y a également des exploitants plus modestes. Les estancias et les haciendas (ranchs) travaillent en général pour des intérêts britanniques : la laine, la viande sont achetées et acheminées par des compagnies anglaises, qui possèdent souvent elles-mêmes des terres.

Les travailleurs des haciendas, qui logent généralement sur place, supportent un travail difficile et mal payé, mais ils ne meurent pas de faim, loin de là . Ils sont immigrés (Espagnols, Russes, Français, Allemands, Italiens), ou alors Argentins du Nord ; mais la plupart des « peones », la main-d'œuvre à tout faire, peu qualifiée et mal traitée, sont des Chiliens.

En 1916 avaient eu lieu les premières élections présidentielles au suffrage universel (masculin). Hipolito Yrigoyen, leader de l'Union Civique Radicale

(centre-gauche, anti-conservatrice) est élu président de la République ; l'UCR obtient la majorité à la Chambre des députés.

Deux centrales se partagent le mouvement syndical. En effet la FORA (Fédération Ouvrière Régionale Argentine), qui lors de son V^e congrès en 1905 avait clairement affirmé son orientation anarcho-syndicaliste, s'est scindée en deux en 1915 lors de son IX^e congrès : suite à l'entrée massive de tous les autres syndicats (d'orientation syndicaliste révolutionnaire, socialiste, réformiste), la référence à l'anarchisme est bannie du Pacte de Solidarité ; de nombreux anarchistes décident alors de quitter cette FORA pour reconstruire l'ancienne. Il y a donc deux FORA : la FORA du IX^e congrès, dite « syndicaliste » et la FORA se réclamant du V^e congrès, dite « quintiste » ou anarchiste. La première, dont la direction est franchement réformiste (mais y militent néanmoins des anarchistes et des communistes), est bien plus importante. Mais la FORA anarchiste est encore puissante : 70 000 adhérents en 1920.

La Sociedad Obrera de Rio Gallegos (Société ouvrière de Rio Gallegos), adhérente depuis sa fondation en 1910 à la FORA, ne s'est pas préoccupée de changer de syndicat lors de la scission et reste donc affiliée à la FORA syndicaliste. Elle regroupe des dockers (par ailleurs adhérents, au sein de la FORA, de la Fédération Ouvrière Maritime – FOM –, dont le secrétaire national est un intime d'Yrigoyen), des employés d'hôtels et de commerces, et quelques travailleurs ruraux. En 1920, le secrétaire général de la Fédération Locale Ouvrière de Rio Gallegos est un jeune Espagnol de 23 ans, Antonio Soto, asturien et anarchiste. Arrivé à Santa Cruz quelques mois auparavant, il s'est fixé à Rio Gallegos et travaille en tant que docker. D'autres anarchistes sont membres de la Fédération locale, la plupart d'entre eux d'origine espagnole.

Les propriétaires fonciers sont eux aussi bien organisés, notamment au sein de la très conservatrice Sociedad Rural de Rio Gallegos, dont le secrétaire général, Correa Falcon est également, en 1920, le gouverneur provisoire du Territoire de Santa Cruz. Il existe par ailleurs une Ligue du Commerce et de l'Industrie ainsi qu'une section locale de la Ligue Patriotique Argentine (extrême droite), qui avait tirée sur les ouvriers lors de la « Semana Tragica » de Buenos Aires, en 1919.

La situation sociale n'était pas toujours calme : une grève des travailleurs ruraux avait eu lieu en 1915 et en 1919, des grèves du côté chilien (Punta Arenas) avaient été réprimées.

En 1920, la crise économique mondiale touche durement la Patagonie : le prix de la laine chute lourdement, les salaires baissent, le commerce local est en crise. De plus, Yrigoyen vient récemment d'introduire un système d'impôts en Patagonie, ce qui lui vaut les reproches des propriétaires. D'ailleurs, les radicaux de Rio Gallegos s'opposent aux conservateurs et ils attendent avec impatience l'arrivée d'un gouverneur radical qui vient d'être nommé. Le juge fédéral Ismael Vinas, radical, fait des procès contre des compagnies britanniques et protège les ouvriers.

Début septembre 1920, la Fédération locale demande à la police l'autorisation de manifester le 1^{er} octobre : il s'agit de commémorer le onzième anniversaire de l'exécution de F. Ferrer, l'éducateur espagnol. Le 28 septembre, la police refuse ; la Fédération locale décide en représailles de voter une grève générale de 48 heures, appuyée par les radicaux. Depuis 2 mois, le climat était tendu : en juillet avait eu lieu une grève des ports et des employés d'hôtels qui s'était soldée par la victoire du syndicat ; les hôtels qui avaient refusé toute négociation ont dû capituler face au boycott décrété par la Fédération.

Quelques jours plus tard, faisant suite à une mesure de la Ligue pour le Commerce et l'Industrie, la Fédération locale appelle à boycotter 3 établissements de commerce. La riposte ne se fait pas attendre : le 19 octobre, la police donne l'assaut du local syndical et arrête une dizaine de personnes, dont les dirigeants. I. Vitas, qui détient le pouvoir judiciaire sur le territoire, juge la détention illégale et demande au gouverneur de relâcher les prisonniers. Ce dernier refuse et en appelle à Buenos Aires. Entre-temps, la Fédération locale avait déclaré une grève générale illimitée jusqu'à la libération de tous les détenus. Elle envoie également des tracts et des délégués dans les campagnes pour expliquer aux travailleurs ruraux les raisons de la grève, et en leur demandant leur adhésion. On note clairement l'influence des radicaux (cultivés, ils avaient un certain ascendant sur des ouvriers souvent autodidactes) : les appels à la grève sont mesurés, les actions doivent être menées dans la légalité. Correa Falcon décide de relâcher une partie des prisonniers, mais la grève continue. Finalement, après une guerre de

télégrammes entre radicaux et conservateurs, le ministre de l'Intérieur ordonne de libérer tous les prisonniers.

La grève est donc levée. Mais plusieurs travailleurs ruraux, venus justement pour cette grève, se trouvaient alors à Rio Gallegos. Ils ne tardèrent pas à s'organiser au sein de la Fédération locale, et la nouvelle tombe comme une bombe : partant sur leurs propres revendications (salaires et conditions de travail), les « ruraux » menacent de déclencher une grève totale dans les campagnes à partir du 1er novembre. Alors que des centaines de peones arrivent à Rio Gallegos, marchant derrière des drapeaux rouges et noirs, les patrons refusent de reconnaître le syndicat et prétendent négocier au cas par cas. Quinze jours plus tard, sous la menace de perdre la saison (le sud de Santa Cruz est totalement paralysé) des négociations sont entreprises. La Fédération locale propose une « Convention de travail et capital » où les revendications – somme toute assez modérées – sont clairement définies (voir traduction en annexe). Le patronat rompt les négociations, mais sous la pression, il accepte une version légèrement modifiée de cette « Convention ».

Cependant le 4 décembre, dans un local bondé, A. Soto réussit à convaincre la majorité de refuser l'offre patronale, car celle-ci ne comportait aucune garantie et de plus, les radicaux conseillaient d'attendre l'arrivée prochaine du nouveau gouverneur, le radical Yza, récemment nommé mais encore à Buenos Aires. Lors de cette réunion, un nouveau bureau, composé en grande majorité d'anarchistes, est mandaté. La grève continue donc ; elle s'étend même dans le nord, à Puerto Deseado, touchant également des cheminots, où le 17 décembre un gréviste sera abattu par la police lors d'une manifestation. Dans le sud, de nombreux grévistes se regroupent autour de El Toscano et El 68, deux anciens bagnards de Terre de Feu qui sont partisans de prendre les armes pour se défendre. Mais les décisions sont toujours prises collectivement par les 600 grévistes rassemblés autour de El 68. Les haciendas qui se refusaient à signer la convention sont pacifiquement occupées. Les grévistes y prennent ce dont ils ont besoin (surtout des chevaux et de la nourriture), en notant soigneusement les articles embarqués : un exemplaire était remis au patron ou à l'administrateur de l'estancia ; cet exemplaire valait comme ordre de paiement tiré sur les fonds de la Fédération locale (cette pratique avait évidemment lieu là où le syndicat était présent). Les haciendas sont

ensuite évacuées, certains grévistes restant sur place et d'autres allant rejoindre le groupe de El Toscano.

Début janvier 1921 un commissaire de police, connu pour avoir arrêté et frappé sans raisons des grévistes, est fait prisonnier avec quelques hommes par El Toscano. Deux policiers sont tués lors des affrontements. D'autres policiers réussissent à s'échapper et regagnent Rio Gallegos totalement affolés, où ils répandent le mythe de 200 bandoleros (bandits) fortement armés menaçant la sécurité du territoire. Les propriétaires et leurs familles, apeurés bien que n'ayant subi aucune violence, se replient à Rio Gallegos. Les autorités envoient des télégrammes désespérés à Buenos Aires, en demandant des renforts au gouvernement et en s'assurant une propagande favorable dans la presse de Buenos Aires.

Le 9 janvier, deux bateaux de la marine accostent à Rio Gallegos. Tous les dirigeants de la Fédération locale sont emprisonnés (sauf Soto qui réussit à s'échapper). Les marins imposent le couvre-feu dans la ville et toute réunion est désormais interdite. Face à la répression, et au mutisme de la FORA syndicaliste, pourtant tenue informée par la Fédération Ouvrière Maritime, la grève est levée à Rio Gallegos. Mais dans les campagnes, elle continue, avec une nouvelle revendication : libération des syndicalistes emprisonnés. Plusieurs propriétaires sont désormais retenus comme otages par les grévistes. Alors qu'à Santa Cruz 20 000 tonnes de laine croupissent dans des entrepôts, à Buenos Aires le consulat britannique exprime sa « préoccupation ». A la mi-janvier, le consulat allemand et le gouvernement chilien s'inquiètent de la situation.

Le gouvernement, qui essayait de temporiser, réagit en envoyant Yza, radical pur jus, pour remplacer le conservateur gouverneur par intérim Correa Falcon et pour prendre en main la situation. Mais il ne vient pas seul le X^e bataillon de cavalerie est envoyé pour pacifier le Sud. A sa tête, Yrigoyen choisit personnellement le lieutenant-colonel Hector Varela, radical et homme de confiance du président. Le 28 janvier 1921, il quitte le port de Buenos Aires avec 200 hommes.

Le gouverneur Yza vient alors d'arriver à Rio Gallegos, accueilli par les ouvriers tout comme par les patrons. Ces derniers vont être déçus : sa première mesure sera de renvoyer tous les policiers tabasseurs aux bottes des conservateurs, et il ordonne

ensuite de libérer tous les prisonniers. Les propriétaires se voient alors obligés, sous son égide, de présenter aux grévistes une nouvelle plate-forme, dite « Convention Yza » qui reprend presque intégralement la première convention rédigée par la Fédération locale. La seule revendication non satisfaite est celle du paiement des jours de grève (qui sont tout de même payés à moitié).

Des délégués partent donc dans les campagnes pour rencontrer les grévistes, qui votent l'acceptation de l'accord. La contrepartie consiste à libérer les otages (qui pour la plupart avaient déjà été relâchés) et de rendre les (quelques) armes qu'ils possèdent aux troupes du lieutenant-colonel Varela, fraîchement débarquées, qui leur délivrent un sauf conduit avec lequel ils peuvent regagner leur hacienda. Seul El Toscano et une dizaine d'hommes refusent et gagnent le maquis avec les armes.

Pour les travailleurs ruraux, la victoire est totale.

Marches funèbres

LES LATIFUNDISTES ET AUTRES PROPRIÉTAIRES regroupés au sein de la Sociedad Rural de Rio Gallegos se sentent brimés. Non seulement ils ont dû signer un accord rédigé par la Sociedad Obrera, mais de plus, malgré leur insistance, aucune poursuite judiciaire n'est engagée contre les grévistes ayant participé aux « réquisitions ». Il arrive même qu'un navire ne puisse partir, les machinistes du bateau refusant de travailler sous prétexte qu'est embarqué un propriétaire qui s'était mal comporté avec les ouvriers ruraux ; ou alors qu'un commerçant boycotté par la Fédération locale ne puisse se faire couper les cheveux, tous les coiffeurs de Rio Gallegos appliquant jusqu'au bout le boycott sur sa personne. Quelques semaines plus tard, lorsque les quelques commerçants boycottés par le syndicat depuis des mois capituleront (c'est-à-dire qu'ils doivent reprendre le personnel licencié et lui payer les salaires correspondant à la période de licenciement), les anarchistes de la Fédération locale iront jusqu'à exiger que ces commerçants payent les frais que le syndicat a déboursé pour mener la campagne du boycott !

Mais le vent va vite tourner. Au début février 1921 se déroule à Buenos Aires le XI^e congrès de la FORA syndicaliste. Antonio Soto est le délégué des 768 affiliés cotisant à la Société ouvrière de Rio Gallegos (un autre délégué représente les sections locales des autres villes de Santa Cruz – Puerto Deseado, San Julian, Puerto Santa Cruz – en tout quelques 700 affiliés). Il critique l'inaction des instances nationales de la FORA lors des récentes grèves et tire la sonnette d'alarme pour les mois à venir en appelant à la vigilance. Il ne sera pas écouté. Certes, la FORA syndicaliste avait d'autres problèmes sur les bras. Mais elle voit d'un très mauvais œil le développement de syndicats revendicatifs impulsés par les anarchistes, et le secrétariat national, au lieu de tout mettre en œuvre pour aider de les travailleurs du grand Sud va manœuvrer pour casser leur mouvement. Ainsi, des « délégués » du secrétariat sont envoyés à Santa Cruz en tant qu'observateurs (une de ces personnes s'avérera être un indicateur de police). En fait, avec la complicité des propriétaires de la Sociedad Rural, ils vont tenter de développer des « syndicats autonomes » afin de contrer la Fédération locale tenue par les anarchistes. De sorte,

ils se livreront à une véritable action de calomnie et de sabotage. Mais ces envoyés n'obtiendront aucun succès : forte de l'expérience acquise lors des dernières grèves, la Fédération locale de Rio Gallegos, ainsi que celles du nord du territoire de Santa Cruz, se développent énormément au cours de la première moitié de l'année. Les actions ne sont pas toujours couronnées de succès. Ainsi une grève qui éclate fin mars 1921 dans les frigorifiques d'une compagnie américaine (la célèbre Swift Co.) échoue face à la pression des patrons, qui créent un syndicat « autonome » jaune, et à l'intervention du gouverneur Yza, qui donne de cette façon des garanties à la Sociedad Rural. Parallèlement, les latifundistes, qui disposent de maintes relations à Buenos Aires, font mener une campagne de presse sur l'insécurité qui régnerait en Patagonie, assimilant les anciens grévistes à des bandits (« El Toscano » avec une dizaine d'hommes continuait épisodiquement à piller des estancias ; ces actes étaient condamnés par la Fédération locale de Rio Gallegos).

En juin 1921, alors que l'hiver commence (dans l'hémisphère sud, les saisons sont inversées), le gouverneur A. Yza part de manière inexplicable à Buenos Aires (il y restera six mois), laissant en charge son second. En juillet, la Fédération locale reçoit un grand nombre de plaintes émanant des campagnes : il semble que les propriétaires se sont concertés pour ne pas appliquer la convention qu'ils avaient pourtant signée 6 mois auparavant. La Société ouvrière de Rio Gallegos va bien évidemment laisser entendre son mécontentement ; ce sera le début d'un long bras de fer qui culminera quelques mois plus tard avec les massacres de centaines de travailleurs et l'élimination totale, dans le sud de la Patagonie, de toute trace d'anarchisme et de syndicalisme.

Le hors-d'œuvre commence le 9 juillet, jour de fête nationale commémorant l'indépendance du pays (obtenue le 9 juillet 1816). A Rio Gallegos, dans un salon de la ville, un banquet réunit les notables de la région (patronat, avocats et hauts fonctionnaires). Or parmi eux se trouve un des rares commerçants toujours boycottés par les syndicats. Les cuisiniers et les serveurs refusent alors de commencer le service à moins que la personne incriminée s'en aille, ce qui est refusé. Eh bien répond Antonio Paris, secrétaire syndical de l'établissement et de surcroît anarchiste, le banquet n'aura pas lieu ! Le lendemain, presque tous les journaux montrent leur indignation contre cet acte antipatriotique (n'oublions pas

que la plupart des salariés étaient des immigrants de première génération). Les radicaux font aussi bloc pour le condamner ; la section locale de la Ligue patriotique argentine (extrême droite nationaliste) se renforce.

Visiblement, la tension commence à monter. Fin juillet Correa Falcon, qui est toujours président de la Sociedad Rural de Santa Cruz, part à Buenos Aires afin de défendre les intérêts des propriétaires. Il demande l'envoi permanent de troupes, s'entretient avec des conseillers du président Yrigoyen, ainsi qu'avec des généraux de l'armée. Il intensifie la campagne d'intoxication dans la presse en parlant de la « *situation catastrophique* » de Santa Cruz. Parallèlement, les patrons de toute la Patagonie (Santa Cruz, Chubut, Terre de Feu) s'unissent dans une seule organisation. Enfin, le 14 septembre 1921, Mauricio Braun et Carlos Menendez-Behety, les deux hommes les plus puissants de la Patagonie sont reçus personnellement par Yrigoyen, qui ordonne l'envoi immédiat de renforts à Santa Cruz.

Les syndicats en Patagonie s'activent eux aussi. Le 15 septembre, Antonio Soto démissionne de son poste de secrétaire général de la Fédération locale (c'est Paris qui est élu à sa place). A bord d'une voiture, il part, avec 7 compagnons, entreprendre une tournée des haciendas pour faire le point et mobiliser les travailleurs. Des meetings, des assemblées générales sont organisés ; des centaines et des centaines de « peones » et d'ouvriers adhèrent au syndicat. Il est décidé de lancer des grèves uniquement dans les haciendas qui refusent d'appliquer la convention signée au début de l'année. Le mouvement débute le 1^{er} octobre.

Pour la (petite ?) histoire, ajoutons qu'à Buenos Aires, le Congrès (Chambre des députés et Sénat), à majorité radicale, vote le même jour (1^{er} octobre) l'abolition de la peine de mort. Et que le 8 octobre, « El Toscano » et ses hommes sont capturés par... des travailleurs fédérés, qui les livrent à la police. Cet acte sera ensuite critiqué, mais il en dit long sur le degré de « banditisme » des grévistes.

La police, qui était restée « neutre » depuis l'arrivée d'Yza, réagit violemment dès le début du mouvement. A Rio Gallegos, le local du syndicat est pris d'assaut ; 15 militants, pour la plupart des responsables du secrétariat (et notamment A. Paris) sont emprisonnés ; les locaux sont fermés, le petit journal de la Fédération locale,

Primero de Mayo (Premier Mai) est interdit. A Puerto Pietdo, à San Julian, à Puerto Santa Cruz, le scénario est le même. Les leaders syndicaux, les anarchistes, sont emprisonnés et souvent envoyés de force à Buenos Aires.

Fin octobre, une commission de grève se forme et édite clandestinement deux tracts appelant à la grève générale et à l'occupation des estancias. Très vite, le mouvement s'étend à tout le territoire ; il ne s'agit plus seulement de demander l'application de la convention mais également d'exiger la libération des prisonniers et le retour des déportés. A l'estancia Bella Vista, appartenant aux Braun et un des centres du mouvement, flottent des drapeaux rouges et noirs. Les grèves sont menées de manière pacifique : il ne s'agit pas d'un mouvement « subversif ».

Les autorités ne l'entendent pas de cette manière. Trois émissaires, envoyés par les grévistes à Rio Gallegos pour négocier (pour Soto, il était vital de garder un contact avec les ports côtiers) sont immédiatement emprisonnés. Début novembre, Yrigoyen renvoie Varela et ses hommes à Santa Cruz ; après 6 jours de voyage, ils accostent près de Rio Gallegos le 9 novembre. Le lieutenant colonel Varela (qui avait été décrié comme laxiste par les propriétaires lors des grèves de 1920) n'a aucun ordre écrit émanant du gouvernement. Mais son intention est claire à peine débarqué il estime que « *la situation est gravissime (...) des hommes en armes s'étant levés contre la Patrie, menaçant la stabilité des autorités* ». Venant de lire un rapport (équilibré) du gouverneur en second C. Pandolfi, et connaissant de plus le contexte par son expédition antérieure, il ne pouvait ignorer que dans le pire des cas, les grévistes ne disposeraient que de quelques vieilles carabines de chasse. Pourtant sa position officielle (que l'on retrouve en lisant les rapports fantaisistes qu'il enverra à ses supérieurs hiérarchiques) indique qu'il s'agit d'une guerre, soutenue par l'armée chilienne. En fait, cette dernière collaborera avec l'armée argentine lorsque viendra l'heure de pourchasser les grévistes, notamment en fermant la frontière aux fugitifs tout en laissant passer les troupes de Varela.

Le 11 novembre, les soldats se mettent en route vers l'intérieur et le nord du territoire. Les grévistes avaient mis à profit l'enseignement des premières grèves fin 1920. Mieux encadrés par des travailleurs fédérés, beaucoup plus nombreux et plus expérimentés que lors des précédents mouvements – ce qui empêchera l'apparition

de leaders comme l'avaient été « El Toscano » ou « El 68 » –, les grévistes agissent en plusieurs étapes. Lorsqu'une estancia se met en grève, elle est immédiatement occupée ; certains employés restent sur place, d'autres se dirigent vers les estancias voisines. Ainsi se forment, dans chaque région, des gros groupes de grévistes, qui s'installent dans une estancia donnée. Cette estancia devient de la sorte la base des grévistes de la région ; c'est là que se tiennent les assemblées générales où les décisions sont prises collectivement. En général, bien sûr, ce sont les militants syndiqués qui parlent, souvent des anarchistes originaires des villes côtières. Mais les ouvriers ruraux, et particulièrement les peones chiliens analphabètes vont également prendre la parole, surtout lorsque viendra l'heure de prendre des décisions graves. Les principaux groupes sont basés à l'ouest de Rio Gallegos (vers Punta Alta et Fuentes del Coyle), plus au nord près du lac Argentino (là se trouve A. Soto), à Paso Ibaez (à deux pas de Puerto Santa Cruz), à l'estancia Bella Vista au centre du territoire (Cañadon León), et dans la zone de Puerto Deseado au nord.

Les propriétaires et les administrateurs (quand ils ne se sont pas enfuis) sont dans la plupart des cas pris en otage ; mais, comme ils en témoigneront eux-mêmes, ils ne sont jamais mal traités ; on s'occupe même d'amener leur famille sur place quand c'est possible (car en général, femmes et enfants étaient renvoyés vers les villes côtières). Si les personnes sont respectées, il n'en va pas de même avec la propriété les grévistes prennent ce dont ils ont besoin (en général de la nourriture, et des chevaux pour se déplacer). Tout est noté noir sur blanc : comme lors des premières grèves, une liste des choses prises est établie, et un exemplaire remis à la personne que le propriétaire avait laissé en charge ; sur cet exemplaire est apposé le sceau de la Fédération locale. Les stocks d'alcool sont toujours détruits par les anarchistes soucieux de ne pas voir le mouvement se transformer en ébriété générale (d'ailleurs, un paragraphe du Pacte de Solidarité de la Fédération locale soulignait l'importance de la propagande anti-alcoolique). Des militants fédérés empêchent également que des déprédations ne soient commises ; il n'était pas rare de voir Antonio Soto réprimander sévèrement des peones qui s'en allaient chercher les femmes de l'estancia.

C'est donc le 11 novembre que l'armée se met en route ; Varela divise ses hommes en plusieurs groupes d'une trentaine de soldats, qui chacun doit s'occuper

d'une zone particulière, tout en maintenant un contact entre eux pour s'unir si besoin est.

Le 16 novembre a lieu la première rencontre entre des troupes commandées par le capitaine Viñas Ibarra et un groupe de grévistes, à Punta Alta. A peine les grévistes sont-ils en vue que les soldats déchargent leurs fusils sans leur laisser le temps de réagir. On relève des morts, les soldats se chargent d'achever les hommes blessés, le reste est fait prisonnier. Selon les rapports de l'armée, les soldats auraient été attaqués par des grévistes armés ; il y aurait eu 5 morts et 140 prisonniers. Mais les rapports de l'armée ne tiennent pas debout et sont bourrés de nombreuses contradictions : le nombre et le type d'armes prises n'est jamais spécifié (car il n'y en avait presque pas), le nombre de prisonniers entre deux rapports successifs baisse mystérieusement, etc. Plus instructifs sont les témoignages des travailleurs ou ceux d'anciens soldats (recueillis après les faits) qui se recourent tous : les soldats ont commencé à tirer, sans sommation, dès que les grévistes étaient en vue. Les corps des tués ont ensuite été brûlés ; parmi les prisonniers, un certain nombre sont fusillés. Il y aurait eu au total une trentaine de morts. Mais ce n'est que le début des massacres...

Les grévistes sont totalement coupés des villes côtières, et n'ont aucun moyen de communication entre eux (et a fortiori avec le reste du pays), excepté le cheval. De toutes façons, à Rio Gallegos règne une sorte de loi martiale qui ne dit pas son nom. Le journal patronal local, *La Union*, répète les informations données par l'armée. Le 22 novembre, Varela interdit de facto les syndicats ouvriers et installe un système de fichage des travailleurs non grévistes. A Buenos Aires, la presse rapporte des imaginaires pillages, incendies, viols, meurtres. L'armée doit donc rétablir « l'ordre ».

C'est le lieutenant-colonel Varela lui-même qui se charge de le faire à Puerto Santa Cruz. En effet, 400 grévistes occupent Paso Ibañez, une bourgade de 800 habitants à 30 km de Pto Santa Cruz. Les grévistes, qui ont pour leader R. Outerelo, anarchiste et secrétaire de la Fédération locale de Puerto Santa Cruz, demandent l'ouverture de négociations, pour satisfaire leurs revendications (application de la convention, libération des syndicalistes emprisonnés). Varela leur

laisse le choix entre une reddition inconditionnelle ou le poteau d'exécution (la peine de mort venait d'être abolie moins de deux mois auparavant par le très « Honorable Congrès de la Nation »). Rendons-nous bien compte qu'il ne s'agit pas d'une guerre : l'armée attaque des ouvriers luttant pacifiquement pour des revendications que nous pouvons considérer comme parfaitement justes. A aucun moment les grévistes ne pensèrent mener une guérilla contre l'armée ; ils n'en avaient ni la volonté ni le pouvoir.

Après avoir relâché leurs otages en signe de bonne volonté (certains otages s'étant même proposés pour servir d'intermédiaires), les grévistes décident de fuir vers Cañadon León, où se trouve l'estancia Bella Vista. L'armée se lance à leur poursuite ; un premier groupe de 80 grévistes est rattrapé. Ils se rendent ; 10 d'entre eux (les grévistes les plus actifs) sont fusillés. Dans son rapport, Varela note qu'il a été attaqué ; mais comment expliquer qu'il n'ait subi aucune perte, et surtout que les 10 morts soient les militants syndiqués les plus actifs ? C'est qu'il possédait les bonnes listes. On obligeait les prisonniers à dénoncer leurs camarades, ou mieux, les propriétaires étaient appelés avant les exécutions pour qu'ils choisissent eux-mêmes les travailleurs à fusiller.

Le 1^{er} décembre, le gros des grévistes enfuis (ils sont maintenant 500 hommes avec 4 000 chevaux) est rattrapé à Bella Vista. Ils se rendent sans qu'un coup de feu soit tiré. Mais les militaires les arrêtent. Selon tous les témoignages, certains hommes sont violemment frappés ; d'autres sont attachés nus aux barbelés ; enfin beaucoup d'entre eux, dont tous les dirigeants, seront fusillés, mais auparavant, on les oblige à creuser leurs tombes ou à couper le bois avec lequel leurs corps seront incinérés. Au total « *12 morts au combat* » (sic) selon le rapport de Varela ; 200 personnes fusillées d'après la publication anarchiste de Buenos Aires *La Antorcha* ; Osvaldo Bayer parle lui d'une cinquantaine d'exécutions.

Il restait alors deux grandes zones de grévistes : l'une entre Puerto San Julian et Puerto Deseado, qui sera réprimée plus tard, l'autre autour du lac Argentine, où se trouvent de nombreuses estancias. C'est au capitaine Viñas Ibarra que revient l'ordre de s'occuper de cette zone. En remontant du sud vers la région des lacs Argentino et Viedma (alors contrôlés par les grévistes groupées à l'estancia La

Anita autour d'Antonio Soto), il procède au « nettoyage » de cette zone ; ainsi, le 29 novembre, une vingtaine de grévistes qui fuyaient sont abattus, alors même que certains se rendaient. Il va sans dire qu'après le passage de l'armée, le travail reprenait dans toutes les haciendas.

Le 6 décembre au soir, après avoir remonté le Rio Santa Cruz, les troupes de Viñas Ibarra campent à une dizaine de kilomètres de l'estancia La Anita, où sont retranchés Soto et plus de 600 grévistes, ainsi que quelques rescapés des massacres de Bella Vista (ils sont donc parfaitement au courant des « méthodes militaires »). Alors que les soldats peaufinent les plans d'attaque, une importante assemblée générale se déroule pendant toute la nuit à La Anita, où trois positions s'affrontent. Pour Soto, il faut prendre les chevaux et fuir l'armée en espérant qu'elle se lassera de les poursuivre et sera ainsi contrainte de négocier. Bien qu'à son initiative toutes les armes de la région aient été réquisitionnées, il sait fort bien que quelques carabines de chasse ne peuvent rivaliser ni en force ni en puissance avec les « Mausers » de l'armée. La deuxième position est celle de l'anarchiste Pablo Schulz : il faut transformer La Anita en camp retranché imprenable pour pouvoir se défendre ; il est hors de question de fuir, les hommes sont trop fatigués ils n'en ont pas l'envie. Enfin, pour le Chilien Farina, il faut se rendre sans condition. D'une part, les militaires sont les plus forts. D'autre part, il ne s'agissait après tout que d'une grève, et non pas de s'affronter à l'armée. De plus, il se souvient que lors des grèves de 1920, c'est lorsque l'armée est arrivée que les patrons ont accepté de signer la convention. La plupart des grévistes, inquiets et épuisés, sont de l'avis de Farina : il faut se rendre. Mais après un discours émouvant, Soto parvient à faire accepter par l'assemblée l'envoi de délégués chargés d'aller discuter avec l'armée. Remarquons qu'à aucun moment il n'est question pour les grévistes de mettre sur la balance la vie des propriétaires qu'ils détiennent en otages.

Deux délégués sont donc envoyés ; ils rencontrent les troupes alors même que celles-ci montaient vers La Anita, à l'aube du 7 décembre. Ils sont immédiatement fusillés. Arrivés près de La Anita, les militaires donnent une heure aux ouvriers pour se rendre inconditionnellement. Ils leur promettent toutefois qu'il ne leur sera fait aucun mal, et que peut-être leurs revendications pourraient aboutir une fois le calme ramené. L'ultime assemblée générale opte alors pour la reddition. Une

quarantaine de grévistes, dont Soto, pour qui une telle reddition était la mort assurée, réussissent à s'échapper à la tombée de la nuit. Ils voulaient bien rester pour se battre, mais non pour se suicider.

Cette même nuit, les militaires prennent possession de La Anita ; 7 dirigeants grévistes sont exécutés sur le moment, dont Schulz, qui malgré son désaccord avait décidé de rester avec les peones jusqu'au bout. Le lendemain, le 8 décembre, le lieutenant-colonel Varela arrive sur les lieux. Les grévistes sont fusillés par quinzaines. Derrière le peloton d'exécution, on a installé une deuxième ligne de soldats chargés de tirer sur le peloton au cas où celui-ci refuserait de faire feu. Le rapport d'Ibarra fait état de 7 morts au combat. Mais si en prenant le même rapport, on fait la différence entre le nombre de grévistes estimés avant l'assaut et le nombre de prisonniers effectivement recensés, 180 personnes ont disparu du compte. On peut estimer, avec *La Antorcha*, qu'il y eut 250 fusillés à La Anita même, mais on ne connaîtra jamais le nombre exact. Les propriétaires, appelés sur place pour dénoncer les grévistes meneurs, avaient alors un droit de vie et de mort sur leurs propres employés. On connaît le cas d'un propriétaire qui a fait fusiller 37 de ses employés car on lui avait pris 37 chevaux.

Après avoir terminé leurs massacres à La Anita (nous ne nous étendrons pas sur le détail des horreurs, car il y aurait de quoi remplir plusieurs chapitres), des patrouilles sont envoyées dans toutes les directions pour « nettoyer » les estancias alentour. Là aussi, des dizaines de travailleurs seront fusillés, soit à la demande des propriétaires, soit de manière totalement arbitraire, comme si un certain quota devait être rempli. Le territoire de Santa Cruz est ainsi presque totalement « pacifié », selon l'expression consacrée, sauf au nord, où les grévistes ont pris le contrôle de la ligne de chemin de fer Puerto Deseado-Colonia Las Heras.

Le capitaine Anaya avait débarqué début décembre à Puerto San Julian avec des troupes fraîchement arrivées de Buenos Aires (dont une importante proportion de sous-officiers par rapport aux soldats). Il remonte vers Pto Deseado en nettoyant la zone. Les peones sont obligés de reprendre le travail de la manière forte. Le 18 décembre, à l'estancia San José, 50 grévistes sont fusillés, quelques-uns au hasard, les autres sous dénonciation. D'autres personnes sont sauvagement torturées. Le

20 décembre, une dizaine de grévistes sont fusillés à l'estancia Santa Maria. Le témoignage du propriétaire de cette estancia est accablant pour l'armée : il affirme qu'un gradé lui a dit qu'il avait reçu l'ordre d'exécuter 10% des grévistes et de les faire figurer ensuite comme morts au combat (alors qu'il n'y a jamais eu de combats).

Continuant ses actions en remontant vers Puerto Deseado, le capitaine (plus tard général) Anaya est rejoint par son chef Varela, qui prend les choses en main. Dans cette région, le mouvement n'avait commencé que début décembre. Les grévistes, parmi lesquels des cheminots, s'étaient choisis pour dirigeant un gaucho, José Font dit Facon Grande. Environ 400 personnes avaient ainsi pris le contrôle du chemin de fer, et étaient donc beaucoup plus mobiles qu'aucun autre groupe de grévistes. Cependant ils n'avaient pas en tête d'aller étendre les grèves vers le nord, vers la province du Chubut et surtout la grande ville industrielle Comodoro Rivadavia (ou peut-être n'eurent-ils pas le temps de le faire).

C'est à Tehuelches que sera tué le premier soldat (le seul militaire mort au cours des opérations de répression) : croyant avoir à faire à un détachement de police, les hommes de Facon Grande répondent à un groupe de militaires, peu nombreux, qui avaient ouvert le feu. Varela, qui se trouvait parmi ces soldats, adopte alors une autre tactique : il accepte de négocier une reddition. Il promet que tous les prisonniers seront libérés et qu'un nouvel accord sera signé. La seule condition : les grévistes doivent d'abord se rendre. En assemblée générale, les ouvriers, joyeux, poussés par Facon Grande, acceptent. Ceci montre bien que les grévistes cherchaient avidement à arriver à un accord. Mais cette décision leur fut tragique. A peine les grévistes se sont-ils rendus que Varela leur fait comprendre qu'ils sont tombés dans un piège. Cinquante personnes, en commençant par J. Font, sont fusillées, souvent après avoir été battues ; les exécutions ne s'arrêtent que grâce à un détachement de marine, qui arrive dans cette zone le 28 décembre, et qui, ne disposant pas des mêmes ordres, s'oppose à ces procédés. En tout cas, cet épisode se passe de commentaires.

Cette fois, la mission du lieutenant-colonel Varela est menée à son terme. Les campagnes ont repris le travail, les villes, où l'on a aussi fusillé une dizaine de personnes, sont calmes. Fin décembre, la Sociedad Rural publie une nouvelle

convention de travail ; les salaires y sont inférieurs d'un tiers à ce qu'ils étaient dans la Convention Yza. Enfin et surtout, le syndicalisme mettra des années à refaire surface ; quant à l'anarchisme, il a purement et simplement été éliminé. Les latifundistes peuvent donc tranquillement trinquer au réveillon avec Varela et les autres chefs militaires, en se souhaitant entre eux une bonne et heureuse année. Dans les campagnes, le vent d'été, sec et poussiéreux, en balayant la terre laisse apparaître des cadavres en décomposition. A moitié nus, ils avaient été dépouillés de tous leurs objets de valeur.

Epilogues

L'armée ayant terminé sa mission, le gouverneur de Santa Cruz, A. Yza, rentre à Rio Gallegos en janvier 1922. En effet, pendant toute la période des massacres, il était resté à Buenos Aires, montrant ainsi la volonté évidente du gouvernement de démarquer le pouvoir politique de la répression, l'armée ayant eu les mains libres. Mais est dupe qui le veut. En octobre 1921, juste avant son départ vers la Patagonie, le lieutenant colonel Varela avait eu un entretien avec le président Hipolito Yrigoyen. Radical de longue date et homme de confiance du président, Varela n'a pas agi de sa propre initiative en vue d'objectifs politiques ; il avait des consignes précises émanant de Buenos Aires, comme ses actions sur place tendent à le suggérer. Alors peu importe que les directives proviennent du ministre des Armées ou directement d'Yrigoyen : le fait essentiel est que les massacres avaient été planifiés dès le départ. Car il ne s'agissait pas d'en terminer avec d'éventuelles violences ; à cet égard, le mouvement était bien plus pacifique (et également plus discipliné et plus puissant) que les grèves de 1920. Il ne s'agissait pas non plus d'en finir avec les grèves de la fin de l'année 1921 stricto sensu. Il s'agissait de mettre fin à la désobéissance civile qui gênait aussi bien les propriétaires que les autorités, et surtout d'éviter que ce type de situation se reproduise dans le futur. Ceci est mis en évidence par le type même de répression : exécutions systématiques des meneurs (anarchistes, syndiqués), terrorisation des autres ouvriers (personnes fusillées au hasard).

Reste encore à voir comment ces massacres ont pu se produire, dans une indifférence relative. En premier lieu il convient de retenir la situation géographique de Santa Cruz à l'extrême sud de l'Argentine, ce territoire, faiblement peuplé, est loin des centres habités. La communication avec le reste du pays se faisait grâce au télégraphe et par voie maritime. Or les grévistes avaient été coupés des villes côtières, sous le contrôle de l'armée ; en ce qui concerne le télégraphe, la situation était similaire. Du reste, les grévistes n'avaient pratiquement aucun moyen de communiquer entre eux, excepté à cheval ou en voiture, moyen peu efficace quand les distances à couvrir se comptent en centaines de kilomètres. En second lieu, bien

évidemment, le black-out imposé par Varela : les faux communiqués qu'il transmettait à Buenos Aires alimentaient l'intoxication de la presse ; et il n'appartenait pas aux propriétaires, seuls témoins pouvant circuler plus ou moins librement, de s'insurger des massacres qu'ils avaient eux-mêmes provoqués et encouragés. Enfin, une autre raison qui permet que ces massacres aient pu avoir lieu presque sans réaction, c'est l'état du mouvement ouvrier pendant cette période.

En effet, la plus importante centrale syndicale, la FORA du IX^e Congrès, dite « FORA syndicaliste » avait pris, avec la démocratisation de l'appareil d'Etat, une tournure très réformiste, et certains de ses dirigeants étaient proches des radicaux. Les personnes que la direction avait envoyé à Santa Cruz pour casser la Fédération locale sont restés cloîtrés, totalement muettes, à Rio Gallegos pendant toute la durée de la répression. Alors que la Fédération locale de Rio Gallegos était adhérente à la FORA syndicaliste (même si depuis le congrès de janvier 1921 elle ne payait plus sa cotisation et avait amorcé un rapprochement avec la FORA anarchiste), la centrale ne fera rien pour venir en aide aux militants fédérés. Elle observa un silence prudent pendant la durée des massacres. Pourtant, c'était la seule organisation qui disposait d'assez bonnes informations en temps réel en effet tous les syndicats du sud du pays appartenaient à la FORA syndicaliste, ainsi que la Fédération ouvrière maritime, qui aurait pu empêcher le transport des troupes. Mais la FORA syndicaliste avait sans doute d'autres problèmes à résoudre : elle préparait en effet une recomposition du mouvement syndical (un congrès de fusion débouchera en mars 1922 sur la création de l'USA - Union Sindical Argentina). Et sans même tenir compte des pressions du gouvernement, la FORA syndicaliste ne voyait sans doute pas d'un mauvais oeil stratégique la disparition de syndicats contrôlés par des anarchistes. Il n'est donc pas exagéré de dire qu'elle a couvert les massacres.

Restent alors les anarchistes. Dès septembre 1921, le principal quotidien anarchiste, La Protesta, avertit sur les dangers d'une éventuelle répression. Et ce quotidien lancera tous les jours des cris de désespoir pendant les massacres, dont il n'a malgré tout que très peu d'informations. Le 25 novembre, la FORA anarchiste lance un appel à toutes les organisations ouvrières afin de se mobiliser pour défendre les grévistes de Santa Cruz. La FORA du V^e Congrès, dite anarchiste, est déjà rentrée, fin 1921, dans sa période de déclin (elle a perdu des plumes pendant la

grève générale de juin 1921, où elle s'est vue lâchée par la FORA syndicaliste qui avait ordonné de reprendre le travail alors même que les grèves s'étendaient) mais elle reste encore puissante. Son appel ne reçoit, on s'en doute, aucune réponse. Mais même en son sein, la mobilisation est peu importante. D'ailleurs, courant décembre, *La Protesta* publie quotidiennement dans ses colonnes des articles dénonçant la couardise du prolétariat argentin', incapable de se mobiliser. Ceci laisse entrevoir l'indifférence des travailleurs par rapport à ces massacres en terres lointaines. Mais ils étaient tout de même loin de s'imaginer ce qui se passait réellement.

Car il était effectivement très difficile de savoir quelle était la situation à Santa Cruz. C'est pourquoi la FORA anarchiste envoya des délégués pour enquêter sur place. Un d'entre eux, Gonzalez Diez, qui s'occupait à Rio Gallegos de rassembler des renseignements sur les événements des campagnes fut fusillé par l'armée à la mi-décembre. D'autres eurent plus de chance : ils furent expulsés vers Buenos Aires, sort réservé à tout citoyen suspecté « d'agitation ».

S'il était impossible d'obtenir des informations pendant la répression, il n'en va plus de même après les événements. Les anarchistes sont les premiers à sortir au grand jour, dès janvier 1922, les massacres commis par Varela et ses troupes, en s'appuyant sur de nombreux témoignages de rescapés. Le quotidien anarchiste de Buenos Aires *La Antorcha* publie une brochure rassemblant ces témoignages ; le chiffre de 1 500 morts est avancé pour la première fois. La FORA anarchiste tire des tracts et organise des meetings (il restait encore 180 grévistes emprisonnés à Rio Gallegos ; ils seront effectivement libérés en avril 1922). La FORA syndicaliste lui emboîte mollement le pas (tout comme elle ne se préoccupera guère de reconstruire la Fédération locale de Santa Cruz). Puis c'est toute la presse qui en parle. Il devient évident pour tout le monde que quelque chose s'est passé en Patagonie, même si on n'arrive pas à évaluer l'ampleur des exécutions. Début février 1922, à quelques mois des élections présidentielles, les 8 députés du parti socialiste font éclater l'affaire à la Chambre des députés : après avoir fort bien résumé la situation, ils demandent la création d'une commission d'enquête parlementaire. Sous l'oeil amusé de l'opposition conservatrice, ils se la voient refuser par la majorité radicale. Mais les radicaux sont visiblement gênés ; quant au gouvernement, il reste silencieux. Varela, rentré à Buenos Aires, est lâché par le

président, qui refuse de le recevoir : le fusible a sauté. Il s'agit alors de mettre le gouvernement à l'abri en faisant peser sur Varela les soupçons quant à d'éventuels massacres. Cependant, le lieutenant-colonel ne sera jamais accusé de quoi que ce soit ; on ne l'oblige pas à passer à la retraite. Petit à petit, le sujet passe de mode. Fin 1922, le radical Alvear, dauphin d'Yrigoyen, est élu Président de la Nation.

Les événements de Patagonie présentent, par certains côtés, un caractère d'exemplarité. Il n'y a effectivement rien de surprenant dans les agissements des propriétaires. Voulant être les seuls maîtres à bord, hostiles au syndicat, refusant la moindre augmentation à leurs employés, ils font pression sur les autorités pour obtenir la fin du conflit, c'est-à-dire pour la répression. Le jeu politique est également classique. Quand le gouverneur conservateur est encore au pouvoir, les radicaux appuient fortement la Fédération locale. Ensuite arrive le gouverneur radical A. Yza. Au changement d'hommes correspond un changement de politique : la police, qui était aux bottes des propriétaires, est totalement réorganisée ; les latifundistes sont obligés de signer un accord. Mais les travailleurs ruraux veulent voir leurs revendications satisfaites, et un nouveau mouvement, puissant, est lancé en octobre 1921. C'en est trop pour le gouvernement ; car d'une part, nous l'avons dit, il est soumis aux pressions des propriétaires. De l'autre, l'Etat ne peut accepter que l'ordre, l'autorité qu'il exerce, soit bafoué ; et à plus long terme, les grèves, ainsi que l'existence d'un mouvement syndical revendicatif et anarchiste, allaient à l'encontre des projets de développement qu'il avait pour la Patagonie, territoire qui somme toute n'était sous son contrôle que depuis une trentaine d'années. La répression est alors décidée ; et cette fois, les syndicats de Santa Cruz vont se retrouver seuls face à des militaires bien décidés à remplir les ordres. Ils n'avaient alors presque aucune chance. Les grévistes n'avaient ni l'envie, ni encore moins les moyens de se battre. Sinon, comment comprendre qu'à l'estancia La Anita, plusieurs centaines de grévistes discutent toute la nuit en assemblée générale, pour prendre une décision collective, alors même qu'ils savent qu'une colonne de soldats disciplinés campe à quelques kilomètres de là ?

On voit bien que la théorie du balancier de Hipolito Yrigoyen (donner une fois raison aux uns, une autre fois aux autres) était viciée dès le départ. Ceci avait déjà été prouvé pendant la « Semaine tragique » début 1919, une grève éclate dans la plus grande usine de métallurgie de Buenos Aires. La police intervient et 4 grévistes

sont tués. Une imposante grève générale de solidarité paralyse une grande partie du pays et surtout la région de Buenos Aires. Les ouvriers pillent des armureries pour faire face aux provocations de la Ligue patriotique. De son côté, le gouvernement organise une répression féroce. 600 ouvriers seront tués, d'autres déportés. Mais le gouvernement veillera à ce que toutes les revendications des ouvriers de l'entreprise de métallurgie soient satisfaites... Les peones des steppes de Patagonie n'ont même pas eu cette chance au contraire, leurs salaires sont baissés d'un tiers.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Le 27 janvier 1923, comme tous les matins, le lieutenant-colonel Varela sort de chez lui. Ce jour-ci, un homme l'attend, une bombe à la main. Kurt Wilckens, jeune anarchiste de tendance tolstoïenne, lance sa bombe presque à égale distance entre lui et Varela. Le lieutenant-colonel est ensuite achevé de 6 coups de revolver. Blessé par les éclats de la bombe, Kurt Wilckens ne peut s'enfuir ; il est arrêté par 2 policiers, à qui il dira : « *J'ai vengé mes frères* ». Six mois plus tard, le 16 juin, Wilckens est assassiné en prison par un gardien agissant probablement pour le compte de la Ligue patriotique. Aussitôt, la FORA (anarchiste) et l'USA (qui a succédé à la FORA syndicaliste) lancent un appel à la grève générale. La grève est massivement suivie ; ce sera d'ailleurs le mouvement de plus d'ampleur des années 1922-1923. L'USA appelle dès le 19 juin à reprendre le travail. Qualifiant l'USA de traître, la FORA est obligée à son tour de terminer la grève le 21 juin.

Ainsi, il apparaît que les événements de Santa Cruz étaient connus des gens. Ceci n'est que partiellement vrai. De son côté, l'armée n'est bien évidemment jamais intervenue pour rétablir les faits. Mais elle ne s'est pas non plus mise en avant pour défendre Varela ; on comprend que les méthodes utilisées par ce dernier puissent porter atteinte à son honneur. En fait, la période des massacres constituait plutôt une sorte de tabou. Seul le capitaine Anaya, devenu par la suite général, défend sans vergogne le rôle joué par l'armée.

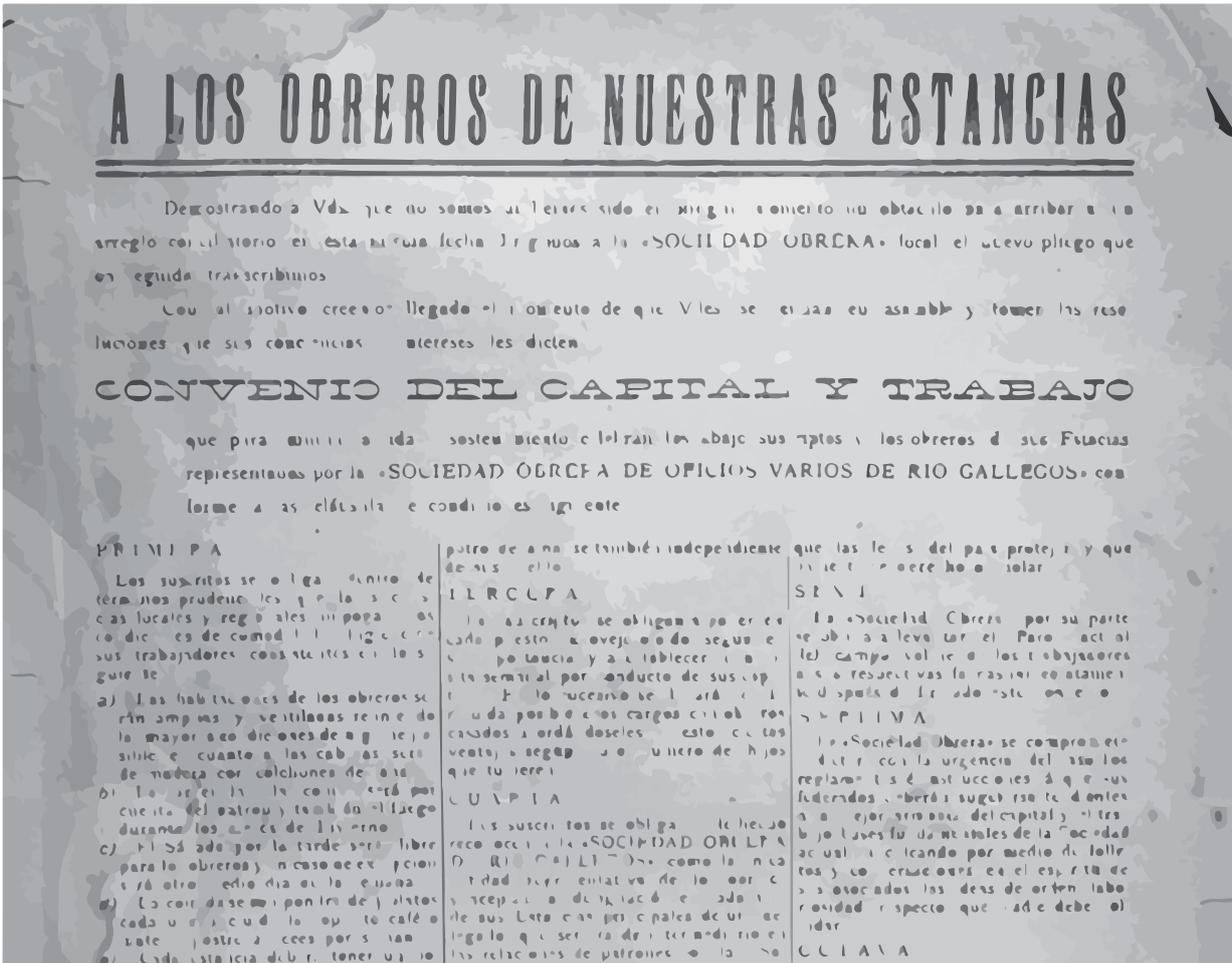
Le premier livre sur ces massacres est paru en 1928 *La Patagonia Tragica* a été écrit par José-Maria Borrero. Avocat radical de Rio Gallegos pendant les événements, qui lors des premières grèves de 1920 rédigeait les tracts pour la Fédération locale, son livre est plus un règlement de comptes qu'une étude historique. Il cherche à disculper Yrigoyen et l'armée, en désignant comme seuls

responsables des massacres les propriétaires. Son livre contient néanmoins quelques documents iconographiques intéressants. Tiré à 10 000 exemplaires, *La Patagonia Tragica* a disparu assez vite des librairies. On dit que tout le tirage avait été racheté par les Braun et les Menendez-Behety. A la fin de cet ouvrage, un deuxième tome, intitulé *Orgies de sang* était annoncé. Ce deuxième tome ne paraîtra jamais. Borrero est mort en 1931 ; ses manuscrits n'ont pas été retrouvés. Il se peut qu'ils aient été volés par des hommes travaillant pour les Braun et les Menendez-Behety. Dans les années qui suivirent, presque aucun livre n'est paru sur ce sujet, en tout cas aucune étude historique. Antonio Soto s'était échappé au Chili en 1921, et après quelques mois de planque, il y reprit une vie normale, à Punta Arenas. Il a lui aussi écrit ses mémoires, mais les manuscrits brûlèrent lors d'un incendie qui ravagea sa maison, et il n'eut pas le courage de les réécrire.

Il a fallu attendre la fin des années soixante pour qu'un journaliste et essayiste, Osvaldo Bayer, s'attaque au sujet. Retrouvant, presque 50 ans après les faits, des protagonistes des événements, recueillant des dizaines de témoignages, consultant toutes sortes d'archives, Bayer publie divers articles dans des revues d'histoire. Ses recherches culminent avec son œuvre en 4 tomes *Les vengeurs de la Patagonie tragique*, étude historique, quoique légèrement romancée, que nous avons largement utilisée pour la rédaction de cette brochure (*Los vengadores de la Patagonia Trágica*, Editorial Galerna, Buenos Aires, 1972 à 1974). O. Bayer a écrit, entre autres *Les anarchistes expropriateurs, Radowitzky : martyr ou assassin ?*, ainsi qu'un essai sur l'influence de l'immigration italienne sur le mouvement libertaire argentin. Il a également rédigé le scénario du film à grand spectacle *La Patagonia rebelde* (la Patagonie rebelle) qui retrace ces événements. Plus récemment, d'autres études d'historiens argentins sont parues sur ce sujet, évidemment en espagnol. Car à notre connaissance, rien en français n'a été publié. C'est désormais chose faite.

Annexe

ON TROUVERA dans les pages qui suivent la traduction de la convention rédigée par la Société ouvrière de Rio Gallegos exposant les conditions exigées pour mettre fin aux grèves de la fin 1920. L'accord signé par les propriétaires sous la pression du gouverneur Yza reprend, à quelques détails près, ce texte. C'est pour protester contre le non respect de cette convention que les travailleurs ruraux se mettront en grève fin 1921. Le texte, voté en assemblée générale et signé par A. Soto le 18 novembre 1920, est une réponse du syndicat à une proposition faite par les propriétaires quelques jours auparavant. On remarquera, dans quelques passages, une phraséologie typiquement radicale, les radicaux ayant encore une certaine influence à cette époque.



Convention de Capital et Travail

1. Les estancieros [*propriétaires*] s'engagent à améliorer, dans les plus brefs délais possibles imposés par les circonstances locales et régionales, les conditions de confort et d'hygiène de leurs travailleurs, déterminées par ce qui suit

a) Dans une pièce de 4 x 4 mètres ne dormiront au maximum que trois hommes ; ils le feront dans des lits avec matelas ; les couchettes seront abolies. Les chambres seront bien ventilées et désinfectées tous les 8 jours. Il y aura dans chaque pièce un lavabo et de l'eau en quantité pour permettre aux travailleurs de se laver après le travail.

b) La lumière sera à la charge du patron, qui devra donner tous les mois à chaque travailleur un paquet de bougies. Dans chaque salle de réunion, il devra y avoir une poêle, une lampe, et des bancs, tout ceci étant à la charge du patron.

c) Le samedi après-midi servira exclusivement à laver les vêtements des peones ; exceptionnellement ceci sera effectué un autre jour de la semaine.

d) Le repas comprendra 3 plats y compris la soupe, ainsi qu'un dessert et du café, du thé ou du « maté » (*NDT : infusion typiquement argentine*).

e) Le matelas et le lit seront à la charge du patron et les vêtements à celle de l'ouvrier.

f) En cas de vents forts ou de pluie, on ne travaillera pas, sauf dans des cas d'urgence reconnus par les deux parties.

g) Une trousse de secours avec instructions en espagnol devra être installée dans chaque estancia ou bergerie.

h) Le patron s'engage à conduire le travailleur licencié, ou dont il n'a plus besoin, au lieu d'œil a été amené.

2. Les estancieros s'engagent à payer à leurs ouvriers un salaire minimum de 100 pesos et la nourriture ; les salaires qui dépassent actuellement cette somme ne seront pas abaissés. L'augmentation des salaires sera laissée au libre arbitre des patrons et sera toujours en relation avec la capacité et le mérite du travailleur. Les patrons s'engagent aussi à employer un aidecuisinier pour un nombre de personnes compris entre 10 et 20 ; 2 aide-cuisiniers si le nombre est compris entre 20 et 40, et en plus un boulanger s'il dépasse 40.

Les peones mensualisés qui devront conduire un harnais en dehors de l'établissement gagneront en sus du salaire mensuel 12 pesos par jour avec des chevaux de l'estancia ; ceux qui ne sont pas mensualisés, 20 pesos par jour en utilisant leurs propres chevaux. Les harnacheurs mensualisés toucheront 20 pesos par poulain dompté ; ceux qui ne sont pas mensualisés, 30 pesos.

3. Les estancieros s'engagent à mettre dans chaque bergerie un ou plusieurs bergers selon son importance, en établissant une inspection bihebdomadaire pour faire face aux nécessités du ou des occupants, en donnant préférence pour ces postes à ceux qui ont de la famille, à qui on donnera des avantages selon le nombre d'enfants, en croyant de la sorte encourager l'augmentation de la population et l'agrandissement du pays.

4. Les estancieros s'engagent à reconnaître et reconnaissent de fait la Société ouvrière de Rio Gallegos en tant qu'une entité représentative des ouvriers, et acceptent que soit désigné dans chaque estancia un délégué qui servira d'intermédiaire dans les relations entre les patrons et la Société ouvrière et qui sera autorisé à résoudre provisoirement les questions d'urgence affectant les droits et les devoirs de l'ouvrier ainsi que ceux des patrons.

5. Les estancieros tâcheront, dans la mesure du possible, que tous leurs ouvriers soient fédérés, mais ils se compromettent à ne pas les obliger à se fédérer et à ne pas embaucher uniquement du personnel fédéré.

6. La Société s'engage à son tour à lever la grève actuelle, les travailleurs retournant à leurs occupations respectives immédiatement après la signature de cette convention.

7. La Société ouvrière s'engage à adopter les règlements et instructions que ses membres devront suivre pour tendre à une meilleure harmonie du capital et du travail, bases fondamentales de la société actuelle, en inculquant au moyen de brochures, conférences et conversations les idées d'ordre, de goût pour le travail, et de respect mutuel que personne ne doit oublier.

8. Cette convention sera appliquée à partir du 1^{er} novembre ; tout le personnel sera réintégré et les avoirs des jours de grève seront payés, sans représailles d'un côté comme de l'autre.

La convention était accompagnée d'un appel, intitulé *Au monde civilisé dont nous traduisons quelques extraits:*

La grève générale dans les campagnes a été décrétée, elle sera totale et absolue ; à partir de cette date, il ne sera effectué plus aucun travail (...) d'exploitation de l'élevage, unique source de revenus du territoire. (...). Les travailleurs des villes sont fermement décidés à aider avec toute leur énergie leurs compagnons des campagnes. (...) Les estancieros sont en train de démontrer la plus crasseuse ignorance ou la méchanceté la plus raffinée, ainsi qu'une carence absolue de sentiments d'humanité et d'altruisme, d'idées de justice et d'équité, en continuant de traiter brutalement leurs ouvriers salariés (...) en les confondant avec les hommes de la glèbe et de l'esclavage, et en les transformant en de nouveaux produits de marchés répugnants, où la cotisation de l'homme ne suffit pas à celle du mulet, du mouton, et du cheval (...).

(...) TRAVAILLEURS : Aujourd'hui, plus que jamais, nous devons montrer notre inébranlable volonté d'être dignes (...) en unissant toutes nos forces (...) et

d'être considérés, dans la société moderne, comme les plus efficaces facteurs du progrès et de la civilisation. (...). Aujourd'hui, plus que jamais, nous devons montrer notre culture et notre éducation (...) en laissant de côté les violences (...) sans user ou abuser de la force que celle-ci soit le dernier symptôme du manque de conscience des patrons (...) qui recourent immédiatement, lorsqu'ils sont l'objet d'une juste demande des ouvriers, aux baïonnettes, fusils, et uniformes (...). Opposons à la force de leurs armes la force de nos raisonnements, la clarté de nos procédés, l'honnêteté de nos actions, et le triomphe sera nôtre.

La Commission

Cette brochure se propose de retracer dans les grandes lignes le dramatique épisode d'une grève impulsée par des anarchistes et qui impliqua des travailleurs ruraux. La réaction étatique fut terrible : entre 1 000 et 1 500 travailleurs furent fusillés.

Editions Partage Noir (1992)